

Confédération patronale gabonaise/Trois questions au vice-président, chargé de la branche Industrie...

...Mohamed Reslam : " Il faut que la production industrielle trouve d'abord ses débouchés au niveau national "

Propos recueillis par
Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/ Gabon

vous trouver très vite des solutions pour ne pas nous enfoncer davantage. Premièrement, il faut se regrouper pour trouver des voies et moyens afin de gérer cette crise ensemble. Pour ce faire, à mon humble avis, nous devons relancer un nouveau programme économique. Il faut absolument une concertation entre l'administration centrale et les opérateurs économiques. Nous devons trouver des stratégies communes. Notamment en protégeant l'industrie locale, en privilégiant la consommation nationale".

•Mais quelles sont les mesures concrètes que vous proposez



Photo : MSM

Le Vice-président de la Confédération patronale gabonaise (CPG) chargé de la branche Industrie, Mohamed Reslam.

au gouvernement ?

-Concernant la politique du gouvernement en matière industrielle, il faut, comme je vous l'ai dit tantôt, encourager la consommation locale. Il faut que la production industrielle trouve d'abord ses débouchés au niveau national. Le gouvernement doit, dans ce sens, trouver les incitatifs nécessaires. Dans cette situation de crise, le secteur privé peut être un moteur pour relancer la croissance. Tenez, selon un rapport de la Banque mondiale sur les pays émergents, 70 % des entreprises qui soutiennent la croissance sont gérés par des entrepreneurs locaux. Cela peut donc être le cas

également du Gabon.

•C'est-à-dire ?

-Chaque pays peut avoir son propre modèle de développement. Le Gabon est différent, par exemple du Brésil. Prenez le cas, par exemple, du Maroc. Dans le secteur de l'automobile, ce pays est aujourd'hui capable de fabriquer des moteurs. Mais cela a quand même pris 17 ans. L'industrie se développe petit à petit. Mais pour y arriver, il faut absolument une concertation entre l'administration et le secteur privé pour trouver le modèle de développement industriel adapté à notre pays.

•L'Union : vous venez d'assister à la 4e édition du Forum Afrique Développement. Cependant, nous constatons que la crise du pétrole s'est inévitablement invitée dans tous les débats. Comment appréciez-vous cette actualité ?

-Mohamed Reslam : "La crise du pétrole a créé beaucoup de problèmes aux industries. Nous de-

Contrôle technique et immatriculation de véhicules Gabon Autosur dans le rouge

MSM
Libreville/Gabon

L'EXERCICE 2016 ne semble pas être de bon augure pour Gabon Autosur, considérée jusqu'ici comme la première entreprise en matière de contrôle technique automobile et la mieux outillée du pays.

Selon plusieurs informations relayées dans la presse locale, l'entreprise serait empêtrée dans d'énormes difficultés financières et d'ordre administratif avec, notamment, des retards de cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale

(CNSS), des impayés fiscaux à la direction générale des Impôts, ou encore la transmission des chiffres erronés des redevances à la direction générale des Transports terrestres.

Réagissant à ces graves accusations, la direction générale a tenu à apporter des éclaircissements sur sa situation actuelle. Selon son directeur général, Fabrice Guidat, la société traverse effectivement quelques moments difficiles, liés à la morosité de la conjoncture actuelle.

Il explique que ces difficultés sont consécutives, d'une part, aux dernières décisions prises dans le secteur

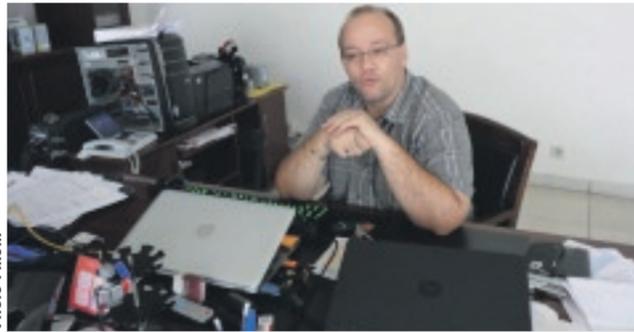


Photo : MSM

Le directeur général de Gabon Autosur, Fabrice Guidat.

des transports concernant, par exemple, la nouvelle réglementation sur les importations des véhicules d'occasion, ou encore sur les immatriculations. Et, d'autre

part, ces ennuis découlent des problèmes de gestion inhérents au fonctionnement de toute entreprise. « Au niveau économique, il y a plusieurs limitations qui

ont été mises en place et qui ont pratiquement fait baisser de 30 % notre chiffre d'affaires. Une limitation pour le transport de véhicules, une limitation sur les plaques d'immatriculation. Ce qui fait qu'il n'y a plus de changement de propriétaire ou de numérotation. Sur le contexte économique, les sociétés n'ont plus de marchés. Nous avons été obligés de licencier 9 personnes, sachant que nous étions au nombre de 62. Une autre contrainte économique, c'est qu'on travaille maintenant jusqu'à 15h30. Avant, on travaillait jusqu'à 18h », explique Fabrice Guidat. Qui n'exclut, d'ailleurs pas, de dégraisser

d'avantage si la situation ne s'améliore pas.

« Nous avons, il est vrai, eu des difficultés avec les Impôts. Mais tout rentre progressivement dans l'ordre. La société reprend un peu du poil de la bête. Nous avons même commandé du matériel qui devrait être prêt d'ici fin mars », a rassuré Fabrice Guidat.

En 2013, Gabon Autosur a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs, réduit progressivement à 2,4 milliards de francs en 2014 et à 2 milliards en 2015. Pour 2016, l'entreprise table sur un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs!

Secteur des hydrocarbures

Total Gabon en chute libre en 2015

MSM
Libreville/Gabon

LES bénéfices de Total Gabon ont fondu comme neige au soleil en 2015. Le chiffre d'affaires de la première compagnie pétrolière du pays a plongé de

45 % en 2015, selon un communiqué de presse publié par l'entreprise. Il s'est établi à 552,3 milliards de francs contre, 1009 milliards de francs en 2014. Selon le groupe pétrolier, ce repli prend essentiellement sa source dans la baisse du prix de vente moyen des bruts de Total

Gabon, qui s'est fixée en moyenne à 52,4 dollars, contre 99 dollars durant l'exercice précédent. Il n'a été que partiellement compensé par la hausse de 7% des volumes vendus à 16,6 millions de barils.

La part de production de pétrole brut des champs opérés par Total Gabon a,



Photo : Ariside Moussavou

Total Gabon a clôturé l'année 2015 sur des résultats fortement en retrait.

quant à elle, crû de 1% sur un an à 47.300 barils.

Selon le groupe, celle-ci « reflète la capacité de la société à maintenir son plateau de production, grâce notamment à l'apport de nouveaux puits tels que ceux de la phase 3 du projet de redéveloppement du champ d'Anguille ».

Woman leadership academy/Fin de l'atelier de lancement

Les femmes à l'offensive

F.A.
Libreville/Gabon

LE secrétaire général de la Cour des comptes, Michel Ikapi, a clôturé, dernièrement, l'atelier de lancement de la Woman leadership academy (WLA), qui s'est tenu du 22 au 26 février 2016.

Après avoir remercié les Académiciennes, ainsi que les deux marraines du Gabon, Marie Madeleine Mborantsuo et Denise Mekam'ne, le représentant du premier président de ladite Cour des comptes a invité les Académiciennes à mettre en pratique les acquis de cet



Photo : FA

Le secrétaire général de la Cour des comptes, Michel Ikapi, recevant un présent des mains de la représentante de GIZ, Bernadette Conraths. Photo de droite : Les participants à la cérémonie de clôture de la Woman leadership academy (WLA).



Photo : FA

atelier dans leurs différentes Institutions supérieures de contrôle (ISC).

« Je suis certain que vous êtes aujourd'hui familières des différents concepts du lea-

dership féminin, et qu'au retour dans vos différentes ISC, vous mettez en pratique tout ce que vous avez transmis pour qu'à la fin de ce programme, vous soyez toutes

des femmes leaders». Les Académiciennes n'ont pas manqué de témoigner leur reconnaissance pour ce qui a été fait durant leur passage au Gabon. « Nous avons

passé trois jours intenses au Gabon pour parler de renforcement des capacités des femmes en matière de leadership féminin. Nous avons appris qu'en tant que femme,

nous ne devons pas rester en marge du développement. Nous devons, autant que les hommes, donner notre contribution, être à l'écoute, prendre les bonnes décisions au bon moment. En effet, nous luttons pour la parité des hommes et des femmes, car nous pensons que nous aussi, nous pouvons occuper les mêmes postes que les hommes même si nos coutumes créent des obstacles. Nous y travaillons », a déclaré la représentante de la Cour des comptes du Burkina Faso, Lucie Kompaoré Tindano.

Le programme de la Woman leadership academy va s'achever en décembre prochain en Afrique du sud.